

Conférence des médias semestrielle de Swissmem du 31 août 2016 à Zurich**«Tant va la cruche à l'eau qu'elle finit par se casser»****Exposé de Hans Hess, président de Swissmem**

Mesdames, Messieurs,

Toutes les cultures du monde ont leurs proverbes. La plupart ont en commun un fond de vérité. Les acteurs en politique devraient justement tenir compte de tels proverbes avant d'agir. Dans la situation politique actuelle, un de ces proverbes me fait particulièrement réfléchir. Il s'agit de «Tant va la cruche à l'eau qu'elle finit par se casser».

Depuis des années, l'économie suisse est sans cesse confrontée à de nouvelles motions qui comportent un potentiel de dommage considérable pour le site économique suisse. Au cours des quatre dernières années, le souverain a certes clairement rejeté l'initiative sur les vacances, l'initiative 1:12, l'initiative sur le salaire minimum, l'initiative Ecopop, l'initiative pour l'impôt sur les successions, l'initiative «Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie» et dernièrement l'initiative pour un revenu de base inconditionnel. Ces résultats de votation ont simplement permis de faire en sorte que les conditions-cadres en politique économique ne se détériorent pas, bien qu'en fait il en faudrait une amélioration urgente.

Mais impossible de respirer un peu. D'autres épées de Damoclès sont pendues au-dessus de notre pays. En fonction de sa mise en œuvre, l'initiative contre l'immigration de masse (IIM) nous coûtera les accords bilatéraux avec l'UE. Le danger est encore plus grand que la Suisse perde son affiliation à part entière au réseau européen «Horizon 2020». Tous deux affaibliraient durablement la place industrielle et intellectuelle suisse et nous ferait perdre à moyen terme des milliers de postes. A cela s'ajoute une éventuelle votation sur le référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises III. Si le référendum aboutit, le site économique suisse et les petites et moyennes entreprises en pâtiront.

Au cours des six prochains mois, le peuple sera à nouveau sollicité. Il y aura toute une série de votations populaires qui risquent à nouveau d'influencer négativement les conditions-cadres en politique économique. Il s'agit de:

- L'initiative «AVSplus pour une AVS forte»
- L'initiative «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources»
- L'initiative «Sortir du nucléaire»
- L'initiative «Pour la sécurité alimentaire» et
- Probablement la votation sur le référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises III.

Je vais brièvement commenter ces projets de loi du point de vue de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM), puis évaluer le paysage potentiellement négatif pour l'économie suisse et notre branche.

Initiative «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources»

Dans un peu plus de trois semaines, la population devra se prononcer sur l'initiative «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources». Cette initiative populaire exige que la Suisse réduise de 65% sa consommation actuelle de ressources jusqu'en 2050. Pour diminuer aussi massivement la consommation des ressources naturelles dans un laps de temps aussi court, la Confédération serait obligée d'imposer des mesures radicales. Ce genre d'intervention occasionnerait des augmentations considérables du prix des ressources. Les coûts pour la production industrielle augmenteraient de façon substantielle. Si la Suisse choisissait de faire cavalier seul, l'industrie indigène perdrait automatiquement une grande partie de sa compétitivité internationale. Pour survivre, une grande partie de l'industrie serait forcée à quitter la Suisse, ce qui coûterait des dizaines de milliers d'emplois. Qui à part les fondamentalistes écologiques aimerait vivre un tel scénario?

Depuis longtemps déjà, l'industrie MEM est sur la voie d'une économie verte. Ce n'est pas uniquement pour des raisons de coûts qu'une gestion efficace des ressources fait partie des gènes des entreprises MEM suisse. Depuis 1990, l'industrie MEM a réduit sa consommation d'énergie de plus de 40%. En tant que fournisseur de technologies, elle contribue fortement à améliorer globalement l'utilisation efficace des ressources. Mais au lieu de soutenir l'industrie dans ce développement, l'initiative «Economie verte» veut serrer la vis à l'industrie. A quoi cela sert-il de se plaindre de la désindustrialisation et de lancer de l'autre côté de telles initiatives forçant littéralement l'industrie à quitter le pays? J'espère que le souverain rejettera cette initiative populaire complètement inutile et nuisible.

«AVSplus: pour une AVS forte»

Le 25 septembre, les citoyens suisses vont également devoir se prononcer sur l'initiative «AVSplus: pour une AVS forte». A première vue, cette initiative semble bien, car qui ne veut pas d'AVS forte? Cependant, cette initiative est un loup déguisé en agneau. Elle veut augmenter globalement les rentes AVS de 10%. Les coûts supplémentaires conséquents se montent à plus de 4 milliards de francs par année. En raison de l'évolution démographique, ceux-ci augmenteraient à 5,5 milliards de francs jusqu'en 2030 et ne pourraient être financés que par l'augmentation des contributions AVS des entreprises et des collaborateurs. Ces coûts supplémentaires auraient des conséquences immédiates sur la compétitivité des entreprises. L'industrie MEM s'efforce toujours de sortir de la crise du franc. La dernière chose dont elle a besoin maintenant sont de nouvelles charges financières. De plus, l'initiative «AVSplus» n'est pas la bonne solution pour un problème aussi important. Seule une AVS assainie à long terme et durablement est une AVS forte. Cette initiative empêche de réaliser cet objectif. Par conséquent, Swissmem rejette l'initiative «AVSplus».

L'initiative «Sortir du nucléaire»

L'initiative «Sortir du nucléaire» sera soumise à votation le 27 novembre 2016. Elle exige une interdiction d'exploitation des centrales nucléaires. Pour celles déjà en service, elle prescrit une durée d'exploitation maximale de 45 ans. En d'autres termes: les centrales de Beznau 1 et 2 ainsi que celle de Mühleberg devraient être retirées du réseau dans peu de temps. Il en serait de même pour les centrales de Gösgen (en 2024) et Leibstadt (2029). La mise hors service aussi rapide des centrales nucléaires suisses mettrait en danger la sécurité d'approvisionnement. En effet, il n'est pas possible de remplacer suffisamment rapidement les capacités de production supprimées par une production d'électricité à l'aide de ressources renouvelables en Suisse. La Suisse devrait soit importer beaucoup plus d'électricité ou en réduire la consommation à l'aide de mesures draconiennes. Les prix de l'électricité augmenteraient fortement, ce qui n'est certainement pas dans l'intérêt de l'industrie.

L'hiver dernier, nous avons plusieurs fois évité de justesse une pénurie d'électricité. Dans le cas de l'acceptation de l'initiative «Sortir du nucléaire», ce risque augmenterait considérablement. Pratiquement tous les secteurs de la vie quotidienne dépendent d'un approvisionnement en électricité permanent et sans failles. Aussi bien du point de vue économique que social, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre une pénurie d'électricité!

L'initiative «Pour la sécurité alimentaire»

L'initiative «Pour la sécurité alimentaire» clôt le cycle des initiatives populaires importantes ressemblant à un loup déguisé en agneau et sur lesquelles la population devra se prononcer dans les six mois à venir. Cette initiative qui sera probablement proposée au souverain le 12 février 2017 semble à première vue ne pas concerner l'industrie. Mais les apparences sont trompeuses. Nous pensons que l'acceptation de l'initiative aurait aussi des conséquences sur la marge de manœuvre dans la politique agricole extérieure, concrètement sur les tarifs douaniers. Dans le cas de futures négociations OMC, elle limiterait les possibilités d'intervention de la Suisse et empêcherait d'éventuelles adaptations dans le cadre du développement des accords bilatéraux avec l'UE.

Les conséquences seraient encore plus graves en vue d'une éventuelle participation de la Suisse au partenariat transatlantique de commerce et d'investissement TTIP. Finalement, le TTIP ouvrirait la voie à la plus grande zone de libre-échange dans le monde entier. Plus de deux tiers de toutes les exportations suisses sont destinés à cette zone. Par conséquent, une participation de la Suisse au TTIP serait de très grande importance. L'acceptation de l'initiative «Pour la sécurité alimentaire» risquerait d'empêcher la participation de la Suisse au TTIP. En effet, l'initiative renforce le statu quo au niveau de la politique agricole en matière de protection des frontières et empêche pratiquement une nouvelle réduction des tarifs douaniers. Si la Suisse reste en dehors, la compétitivité de l'économie d'exportation suisse sera sensiblement atténuée dans les marchés importants. Non seulement nous aurions un désavantage concurrentiel dans le marché américain par rapport aux concurrents de l'UE, mais le TTIP renforcerait unilatéralement les chances commerciales des entreprises américaines dans le marché de l'UE - au détriment de la Suisse. Par conséquent, nous nous opposons à l'initiative «Pour la sécurité alimentaire». Elle empêche le développement futur de notre politique du commerce. Nous ne sommes plus prêts à soutenir une telle politique agricole. L'expression «Sécurité alimentaire» sonne bien. Cette initiative est toutefois une tromperie dangereuse qui aimerait continuer d'assurer les subventions de l'agriculture aux dépens des consommateurs. Elle isole notre pays par rapport aux activités économiques étrangères et menace des emplois dans l'industrie. Ceci n'est pas dans l'intérêt des activités d'exportation pour l'ensemble de l'économie.

Réforme de l'imposition des entreprises III

Quelques remarques encore sur la réforme de l'imposition des entreprises III. En cas de référendum, le dossier pourrait également faire l'objet d'une votation le 12 février 2017. C'est avec plaisir que j'ai appris que le parlement a trouvé un compromis dans cette affaire. Cette solution est attrayante pour notre industrie innovante grâce à l'encouragement de l'input R&D et la «patentbox». Le projet de loi est acceptable pour la Confédération et la majeure partie des entreprises. Les cantons aussi ont suffisamment de possibilités pour garantir un régime d'imposition équilibré à nos PME et grandes entreprises.

Je ne comprends pas que le PS ait lancé le référendum. Finalement, ce sont bien les partis de gauche qui n'ont cessé de critiquer le régime fiscal spécial pour les sociétés holding. Un échec de la réforme de l'imposition des entreprises III prolongerait pour une durée indéterminée l'incertitude concernant le ré-

gime fiscal futur - au détriment de l'attractivité commerciale de la Suisse. Un refus de la réforme de l'imposition des entreprises toucherait tant les grandes que les petites entreprises, donc l'ensemble du site économique suisse. Swissmem va donc s'engager en faveur de cette loi.

Application de l'IIM/Horizon 2020

Outre ces votations populaires, le parlement va poursuivre dans les mois à venir son travail concernant l'application de l'initiative contre l'immigration de masse. Les revendications de l'industrie MEM sont claires. L'application de l'IIM doit tenir compte des intérêts de l'économie - comme cela est stipulé dans la constitution. En outre, elle ne doit pas entraver les accords bilatéraux avec l'UE. La semaine prochaine déjà, le conseil national va entamer les délibérations à ce sujet. Il semble cependant toujours plus improbable qu'une solution acceptable aussi pour l'UE puisse être trouvée jusqu'au 9 février 2017. Ceci a des conséquences directes pour la Suisse. L'association au programme européen de recherche «Horizon 2020» serait terminée pour la Suisse. En ce qui concerne la collaboration en matière de recherche avec l'UE, la Suisse serait reléguée au statut d'Etat tiers. Je crains que la capacité d'innovation de la Suisse - notre plus grand atout - en soit fortement affaiblie à moyen terme. Nous ne pouvons tout simplement pas nous le permettre. Cela reviendrait à se tirer une balle dans le pied, voire dans la tête.

Ça ne peut plus continuer ainsi!

Mesdames, Messieurs, la majeure partie des gens à l'étranger adorent la Suisse. Nous avons une économie compétitive contribuant au bien-être et un faible taux de chômage. Nous avons des systèmes sociaux qui fonctionnent. Les intérêts de la société et de l'économie sont en équilibre. Je ne comprends pas pourquoi certains milieux veulent à tout prix détruire ces acquis élaborés durant de nombreuses années. Je ne comprends pas non plus pourquoi ils veulent quitter cette voie à succès. Impossible que le peuple suisse le veuille. L'économie ainsi que les politiciens conscients de leurs responsabilités ne le veulent pas non plus. Mais qui donc le veut?

Les positions de Swissmem à l'égard de ces initiatives ne devraient pas vous surprendre. Vous allez plutôt vous demander pourquoi je les souligne aussi expressément. La réponse est simple. Je suis profondément inquiet. Nous sommes pris dans une avalanche d'initiatives nuisibles à l'économie d'une envergure encore jamais rencontrée. Je ne pense pas que les citoyens suisses vont saboter leurs propres intérêts et celles de l'économie lors des votations à venir. Mais le fait déjà que nous soyons appelés à voter sur un nombre aussi important d'initiatives préjudiciables, me préoccupe. Imaginez les conséquences si, malgré tout, un tel scénario désastreux pour la politique économique devenait réalité. «AVSplus» augmenterait les coûts salariaux. La sortie du nucléaire relancerait les débats sur le prix de l'électricité et la pénurie d'électricité serait de nouveau d'actualité. Sans la réforme d'imposition des entreprises, la phase d'incertitude concernant le régime fiscal futur se poursuivrait et chasserait les entreprises du pays. La conclusion de nouveaux accords commerciaux ne serait pratiquement plus possible suite à l'initiative pour la sécurité alimentaire. De plus, la catastrophe serait complète si les accords bilatéraux étaient annulés. Globalement, la Suisse perdrait sa compétitivité internationale et l'accès facilité à ses débouchés. «L'économie verte» enfoncerait encore le clou et chasserait définitivement la production industrielle du pays. Mesdames, Messieurs, nous ne pouvons pas rester inactifs!

Je l'admets: j'expose un scénario bien pessimiste. Cependant, nous ne devons pas oublier les fondements sur lesquels repose le succès de la Suisse. Ce sont les entreprises innovatrices en Suisse qui sont à l'origine de notre prospérité grâce à l'échange international de marchandises et prestations de services. Malheureusement, depuis quelques années, certains acteurs politiques tentent tout pour torpiller nos avantages et mettre en danger notre prospérité. Un autre proverbe me vient à l'esprit. «Nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis».

En 2008, l'industrie MEM et toute l'économie suisse ont fait preuve de beaucoup de résistance suite à la crise financière et économique mondiale ainsi qu'aux deux chocs de surévaluation massive du franc. Les chiffres de l'industrie MEM présentés tout à l'heure par Peter Dietrich sont la preuve que les entreprises font leur travail. Elles sortent une fois encore peu à peu la tête de l'eau et créent les bases pour un nouveau progrès et une nouvelle croissance. Et tout cela sans subventions ou mesures de protection des frontières! Reste à savoir maintenant qu'est-ce que notre branche et l'ensemble de l'économie peuvent encore absorber. Difficile donc d'avoir de la compréhension pour de telles initiatives qui compliquent inutilement la vie des entreprises. L'heure n'est pas aux rêveries socialistes, aux illusions vertes ou à l'isolement triomphant. Notre pays a de nouveau besoin de pouvoir reprendre pied. Nous ne savons pas à quel moment la cruche finira par se casser. Mais actuellement, le risque qu'elle se brise est grand.

Nous devons retrouver de l'assurance, de l'assurance concernant les conditions-cadres en politique économique. Nous devons rétablir la fiabilité. Sans fiabilité, nous ne sommes plus aussi attrayants pour nos partenaires commerciaux. La sécurité et la fiabilité créent de la confiance. La confiance est la base d'un développement positif de l'économie. Seule une économie florissante a l'énergie et les moyens d'assainir durablement les assurances sociales et d'investir dans de nouvelles technologies durables.

Je fais appel à la population et au parlement pour qu'ils réfléchissent bien à ce qui est bon pour les intérêts de la Suisse à long terme. Sans les mois à venir, les citoyens suisses devront au sens figuré se rendre cinq fois à l'eau, la cruche à la main. Nous allons lutter pour que la Suisse ne la laisse pas tomber.

Je vous remercie de votre attention.

Zurich, le 31 août 2016

Pour tous renseignements:

Swissmem Communication
Pfungstweidstrasse 102
Case postale
CH-8037 Zurich
Tél. 044 384 41 11 / fax 044 384 42 42
E-mail: presse@swissmem